(1).....
.....**A****Monsieur Le Directeur Général de l'Administration
des Douanes et des Impôts Indirects****Rabat****OBJET** : - Cautionnement sur engagement des entreprises exportatrices .**REFER** : - Note 13132/322 du 30/06/98.

Monsieur Le Directeur Général,

Au nom et pour le compte de la société (1) ....., ayant son siège social à....., inscrite au registre du commerce de ..... sous le n° ....., dont l'activité est consacrée à la fabrication, dans le cadre des régimes économiques en douane, de (1 bis) ....., destinés à l'exportation et dont le dédouanement s'effectue, tant à l'importation qu'à l'exportation par le (les) bureau(x) douanier(s) de .....

J'ai l'honneur en ma qualité de (2) .....de ladite société, de vous prier de bien vouloir accepter la garantie par elle-même et sur ses propres biens, sans exception, limitation ni réserve, en paiement des droits et taxes ainsi que des intérêts de retard et des pénalités éventuels dus pour toutes les opérations initiées dans le cadre desdits régimes .

A cet égard, et en ma qualité susvisée, je déclare engager la société à:

- réexporter les marchandises en cause, dans un **délai maximum de douze (12) mois**, à compter de la date de la souscription des déclarations acquits-à-caution correspondantes ;
- couvrir, le cas échéant, par des cautions mixtes (20% bancaire et 80% la société elle-même) les droits et taxes relatifs aux reliquats desdites marchandises non régularisés au terme du délai précité.

---

(1) Raison sociale de la société .

(1bis) Décrire les articles et/ou les produits .

(2) Indiquer les pouvoirs en y joignant les documents justificatifs .

Enfin, **je déclare sur l'honneur** que la société a réalisé un chiffre d'affaires à l'exportation d'un montant de (1) .....
durant l'exercice fiscal des le .....

Par ailleurs, je vous signale que notre société a souscrit une assurance d'un montant .....DH pour couvrir les sinistres (vol, incendie, explosions etc.) susceptibles de survenir dans son activité et qui stipule que toutes les sommes dues pour cause de sinistre, en capital, accessoires et intérêts tant en vertu de ladite police que de tous les avenants d'augmentation qui pourraient intervenir, devront être versées par la compagnie, même hors de la présence et sans le consentement de l'assuré, qui accepte, entre les mains de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, jusqu'à concurrence du montant des droits et taxes dus .

Veillez agréer, Monsieur Le Directeur Général, l'expression de mes sentiments distingués .

(Signature légalisée de la personne habilitée à engager la société).

P.J. : - Statuts de la société ;

- Extrait du registre du commerce (modèle J) ;
- Procès-verbaux de la dernière assemblée générale et de la réunion du conseil d'administration comportant nomination et pouvoirs du signataire ;
- La liasse fiscale complète du dernier exercice (copie certifiée par les services des impôts) ;
- Copie du contrat de police assurance : vol, incendie, explosion ... ;
- Avenant de délégation des indemnités d'assurance établi au profit de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects .

---

(1) Montant à indiquer en lettres et en chiffres .